

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Nouvelle année, mêmes résolutions

Une nouvelle année a commencé, et les membres de l'OMC essaient toujours de cimenter les progrès réalisés grâce aux négociations intensives de 2008. Cependant, compte tenu du nombre d'événements qui se dérouleront pendant la première partie de l'année, il semble impossible de convoquer la conférence ministérielle nécessaire pour y parvenir avant juillet 2009. Le nouveau gouvernement américain entrera bientôt en fonction, l'Inde tiendra des élections nationales en mai, et les élections de l'Union européenne doivent se dérouler en juin; tous ces événements rendent difficile la tâche du directeur général d'organiser un déplacement des ministres à Genève pour conclure les modalités sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Le directeur général, M. Lamy, pourrait trouver une conjoncture favorable pour tenter de conclure les modalités entre la mi-juin, lorsque tous les acteurs clés devraient être en place, et la fin de juillet. Mais faudrait-il consentir des efforts pour garantir que les pourparlers techniques auront bien avancé d'ici là, ou devrait-on consacrer davantage de temps à se préparer pour cette tentative probable en milieu d'année? Voilà quelques-unes des questions auxquelles le directeur général, M. Lamy, devra trouver une réponse à la fin du mois, lors de la réunion des ministres qui se déroule traditionnellement en parallèle du Forum économique mondial (Davos, 28 janvier-1^{er} février 2009).

M. Lamy doit être nommé directeur général de l'OMC pour un deuxième mandat

Lorsque le délai pour la présentation de candidatures au poste principal de l'OMC est arrivé à terme, le 31 décembre 2008, il n'était guère surprenant qu'aucun autre candidat n'ait été présenté pour contester à M. Pascal Lamy le poste de directeur général de l'organisation. M. Lamy, dont le mandat se termine en août de cette année, s'attend à être nommé pour un autre mandat de quatre ans. Les membres doivent à présent peser s'il faut ratifier sa nomination avant la date limite du 31 mai établie au départ pour nommer officiellement un nouveau DG.

À la défense de l'héritage commercial du président Bush

Le 7 janvier, la représentante au Commerce des États-Unis sortante, M^{me} Susan Schwab, a rendu une dernière visite à Genève dans le cadre de sa tournée d'adieu, afin de consolider l'héritage commercial du gouvernement Bush. Elle a signalé que le gouvernement du président Bush avait fourni de nouvelles occasions aux entreprises américaines, par exemple en faisant plus que quadrupler le nombre d'accords de libre-échange en vigueur. Sur le plan multilatéral, elle a déclaré que les États-Unis ont fait bon usage de l'Organe de règlement des différends de l'OMC en étant l'un des premiers pays à contester avec succès les pratiques commerciales de la Chine. Sur le front des négociations, M^{me} Schwab affirme qu'il incombe toujours aux pays en développement émergents, notamment l'Inde, le Brésil et la Chine, de faire preuve de flexibilités pour que l'on puisse mener le Cycle à bon terme. « Il y a une grande différence entre ce que nous devrions attendre du Brésil ou de la Chine ou de l'Inde, et ce que nous devrions attendre d'un pays comme le Kenya, par exemple », a déclaré M^{me} Schwab.

Un pas en arrière s'impose

Lorsqu'on lui a demandé si elle était d'accord avec les observateurs commerciaux qui croient que les pourparlers devraient être mis en veilleuse pendant un an, M^{me} Schwab a répondu qu'elle ne pense pas qu'une suspension soit la solution à la situation actuelle. Elle serait plutôt en faveur d'un « travail discret en coulisses, le genre d'activités menées de bas en haut ». À son avis, les prochains mois devraient être mis à profit pour « faire un pas en arrière » et effectuer un examen complet de l'état des négociations. M^{me} Schwab a ajouté que les membres ont à présent l'occasion de prendre le temps de se concentrer sur le travail préparatoire nécessaire pour faire avancer les choses. Elle a insisté sur l'importance de reprendre le genre d'approche qui a abouti à la réunion du G-4 (les États-Unis, l'UE, le Brésil et l'Inde) à Potsdam en juin 2007, qui a permis aux pays développés de décrire, dans ses grandes lignes, la façon dont ils ont l'intention de traiter la question des produits sensibles. En effet, c'était à Potsdam que les quatre grands ont envisagé d'accepter une réduction de 70 % dans la fourchette supérieure de la formule de réduction tarifaire générale, pour une réduction tarifaire moyenne d'environ 52 %, et une différence de 5 % entre les fourchettes. Les parties y ont également accepté de limiter les produits sensibles à 4 % ou 5 % des lignes tarifaires d'un pays et de les assujettir à un écart de 2/3 qui couperait les tarifs dans cette catégorie de 23,3 %.

Prochains événements

- Forum économique mondial, Davos-Klosters, 28 janvier-1^{er} février 2009
- Conseil général, 3-4 février, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième réunion du G-20, Londres, 2 avril 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections dans l'UE, 7 juin 2009

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, l'Office canadien de commercialisation du dindon et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez visiter : www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254